

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Accord-cadre de contrôle technique bâtiment
et de Coordination en matière de Sécurité et de
Protection de la Santé pour le compte de l'Université
de Lorraine**
**Lots 5 à 8: Coordination en matière de Sécurité et de
Protection de la Santé**

UNIVERSITÉ DE LORRAINE
Direction du Patrimoine Immobilier
34 Cours Léopold
BP 25233
54052 NANCY CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 – Présentation du contexte	4
1.2 – Objet du contrat	4
2 - Prestations de coordination sécurité et protection de santé	5
2.1 – Phases d'intervention.....	5
2.2 – Actes techniques.....	6
2.2.1 Principes généraux	6
2.2.2 Phase conception	6
Modalités pratiques de coopération	6
Registre journal de coordination (RJC)	7
Interférences avec les activités d'exploitation	7
Plan général de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé PGCSP ..	7
Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS)	8
(Opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)	8
Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).....	8
Les plans particuliers simplifiés de sécurité et de protection de la santé (PPSSPS).....	9
(Opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)	9
Analyse des offres	10
2.2.3 Phase de réalisation	10
Coordination des activités	10
Application des mesures de coordination.....	10
Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). ..	10
(Opérations de catégories 1 ou 2).....	10
Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS)	10
(Opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)	10
Registre journal de coordination (RJC)	10
Dossier d'intervention ultérieure des ouvrage (DIUO)	11
Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)	11
(Opération de catégorie 1 au sens du Code du travail).....	11
Interférences avec les activités d'exploitation	11
3 – Détail technique des prestations selon les catégories d'opérations	11
3.1 – Opérations de catégorie 1	11
3.1.1 Conception.....	12
3.1.2 Réalisation	13
3.1.3 Présence du CSPS sur l'opération	14
3.2 – Opérations de catégorie 2.....	15
La coordination doit être assurée par un coordonnateur de niveau 2 ou de niveau 1.	15
3.2.1 Conception.....	15
3.2.2 Réalisation	16
3.2.3 Présence du CSPS sur l'opération	17
3.3 – Opérations de catégorie 3.....	18
3.3.1 Conception.....	18

3.3.2 Réalisation	19
4 – Autres missions pouvant être confiées au CSPA	19
4.1 – Assistance à la rédaction ou rédaction de plans de prévention	19
4.2 – Passage des consignes à un autre coordonnateur SPA	20
4.3 – Réception des consignes d'un autre coordonnateur SPA précédemment désigné	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 – Présentation du contexte

Le découpage des lots est le suivant :

Lot 05 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 - Lorraine Nord

Ce lot couvre les sites suivants : IUT Henri Poincaré, IUT Thionville-Yutz, Homécourt (GIFSI), Moselle Est (IUT Saint-Avold, IUT de Sarreguemines, IUT de Forbach), Campus Bridoux, Technopôle Nord, Technopôle Sud, Campus Île du Saulcy, INSPE de Montigny-lès-Metz.

Lot 06 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 - Lorraine Sud

Ce lot couvre les sites suivants : IUT Hubert Curien - Épinal, Maison des étudiants d'Épinal, INSPE d'Épinal, ENSTIB, IUT de Saint-Dié-des-Vosges.

Lot 07 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 – Nancy et Agglomération

Ce lot couvre les sites suivants : Campus Lettres et Sciences Humaines, Campus Manufacture (IECA, PHS, MSHL), Campus Carnot-Ravinelle, IUT Charlemagne, ENSIC, EEIGM, ENSGSI, Campus ARTEM, Présidence Lionnois, Présidence Léopold, INSPE de Maxéville, Télécom Nancy, IUT Nancy Brabois, UFR STAPS, Campus Brabois Santé, Campus Brabois Ingénierie, Site Roubault, Campus Polytech, Pôle de l'eau, Campus Faculté des Sciences et Technologies, Ferme de La Bouzule, IUT de Lunéville, INSPE Bar-le-Duc.

Lot 08 : Coordonnateur SPS niveau 1- Multi-sites

Ce lot couvre l'ensemble du patrimoine de l'Université de Lorraine pour les opérations de travaux de niveau 1.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Université de Lorraine.

Il s'agit de missions à bons de commande (lots 4 à 7) ou à marchés subséquents (lot 8).

A titre d'exemple, les commandes (bon de commande ou marché subséquent) passés pour ce type de missions pourront porter sur les ouvrages suivants :

- Des démolitions de bâtiments ou d'infrastructures.
- Des travaux de gros entretiens, notamment :
 - Toitures
 - Ascenseurs
 - Installations électriques (courants forts et faibles)
- Des terrassements
- Des travaux de VRD
- Des opérations liées aux espaces verts
- Les travaux TCE de bâtiments.

Ces commandes correspondront, pour chaque opération, à la phase conception et/ou à la phase réalisation.

Le présent CCTP porte sur des prestations de Coordination Sécurité Protection de la Santé (CSPS).

1.2 – Objet du contrat

Le présent accord-cadre porte sur des prestations de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS).

Le site d'exécution des travaux et des prestations sera expressément indiqué par le maître d'ouvrage lors de la survenance du besoin. Étant rappelé que le titulaire du lot devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'être à même d'effectuer sa mission dans toute la zone géographique correspondant au lot qui lui a été attribué.

Les travaux pourront porter sur des opérations de construction, réhabilitation, rénovation, extension de site ou d'aménagement. Il s'agit principalement de travaux d'entretien et de grosses réparations, de maîtrise de la demande énergétique et de travaux d'aménagement de locaux dans des bâtiments avec les caractéristiques suivantes : ERP, sites occupés, ou partiellement occupés, présence de substances dangereuses pour certains sites (amiante, plomb).

2 - Prestations de coordination sécurité et protection de santé

2.1 – Phases d'intervention

Le CSPS émet, durant toute la durée de sa mission, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre - journal.

Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

Pour la phase conception :

Description de la mission

Visite initiale du terrain avec MOA/MOE
ou Visite du site avec existant non occupé avec MOA/MOE
ou Inspection commune avec le représentant du responsable du site en activité (le cas échéant : le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier)
Ouverture du Registre Journal et tenue à jour
Assistance au MOA à la Déclaration préalable : rédaction et mise à jour le cas échéant de la Déclaration Préalable à transmettre au MOA pour l'envoi aux organismes concernés.
Participation aux réunions organisées par le MOA avec la MOE (et les autres intervenants le cas échéant)
Analyses et rapports APS, APD, PRO
Réunions de conception organisationnelles de l'opération et rédaction des documents

- DIUO (inventaire avec MOE des interventions ultérieures sur l'ouvrage, réunions avec MOA/MOE)
- PGC ou PGCS (Définition et répartition des contraintes et obligations pour les employeurs : protections collectives, définition des mises en commun de moyens, appareils de levage, accès provisoires, installations générales, moyens mutualisés... répartition des tâches et rôles selon les intervenants)
- Note d'organisation de chantier, en correspondance avec l'opération, en lien avec le MOE et l'OPC
- Avis sur les mesures envisagées par le maître d'ouvrage pour intégrer la sécurité des interventions ultérieures
- Avis sur calendrier général (coactivité)
- Collaboration avec la MOE pour établir le ou les projets de plan d'installation de chantier (PIC) prévisionnel,
- Examen des pièces relatives (diagnostics Amiante, Plomb, pollution, etc.)

Participation aux réunions de concertation avec le MOA
Élaboration projet de règlement du CISSCT
Mise à jour du PGC ou PGSC
Mise à jour du DIUO
Passation consignes si CSPS réalisation différent CSPS conception

Pour la phase réalisation :

Description de la mission

Inspection commune complémentaire si nécessaire avec le représentant du responsable du site en activité (le cas échéant : le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier)

Pour chaque entreprise et chaque sous-traitant :

Examen du PPSPS initial

Rassemblement et examen des DHOL de chaque entreprise, mise en cohérence / harmonisation

Réalisation de chaque inspection commune sur site et consignation au registre journal du compte rendu

Examen du PPSPS actualisé

Harmonisation

Examen du ou des PIC de l'entreprise responsable du compte prorata, contrôle de la mise en application.

Suivi et contrôle des ajustements et modifications (PIC évolutif / PIC par phase)

Visites de chantier inopinées, avec suivi d'application des mesures (présence sur site, fréquence, tenue RJ)

Participation aux réunions de chantier

Réunions de CISSCT (présidence et secrétariat)

Réunions de coordination à l'initiative du CSPS, du MOE ou du MOA et Mise à jour du PGC ou PGSC et du DIUO

Mise à jour et finalisation du DIUO et procès-verbal de transmission au MO

Évaluation finale de la mission CSPS en fin de chantier (échanges, retours d'expérience)

Passation de consignes en cas de suppléance transmission de document

Intervention supplémentaire à la demande du maître d'ouvrage pendant l'année de parfait achèvement

Chaque commande précise la liste exacte des missions confiées au coordonnateur en fonction de la catégorie de l'opération.

2.2 – Actes techniques

2.2.1 Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention définis par les articles L.230-2 à L.235-1 du code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 3-1 du présent CCTP.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

2.2.2 Phase conception

Modalités pratiques de coopération

Le coordonnateur SPS propose au Maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission dans les 15 jours à compter de la notification du marché.

Sur la base de ces propositions, le Maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au présent marché.

Registre journal de coordination (RJC)

Son cadre est défini par les articles R.4532-38 à R.4532-41 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS ouvre un registre journal de la coordination, conformément aux dispositions des articles R.4532-11 à R.4532-16 du code du travail.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique, et fait viser par les intéressés et le Maître d'œuvre, tous les éléments liés à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Le cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence. En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il est nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'Etudes et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois où dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au Maître de l'ouvrage et au Maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

Le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage. Le coordonnateur transmet systématiquement au Maître de l'ouvrage une copie certifiée conforme au registre journal de coordination.

Interférences avec les activités d'exploitation

Pour les travaux portant sur les ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le Maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du code du travail.

Suite à l'inspection commune avec les chefs d'établissements concernés et après concertation avec eux, le coordonnateur SPS propose au Maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site.

Après accord du Maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le plan général de coordination ou dans la notice en matière de sécurité et de protection de la santé.

Plan général de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé PGCSPS.

Son cadre est défini aux articles R.4532-44 à R.4532-46 du code du travail. Il porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à R.4533-5 relatifs aux voies et réseaux divers (VRD) du chantier.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est toujours un document écrit propre à définir l'ensemble des mesures destinées à prévenir les risques déroulant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession des activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGCSPS dès le début d'exécution de l'élément Avant-Projet Sommaire, 10 jours après la réception de l'Avant-projet sommaire, il communique au Maître de l'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

Il remet au Maître de l'ouvrage la version à joindre au Dossier de consultation des entreprises (DCE) 10 jours après la réception du projet.

Sont consignés dans ce plan :

- les renseignements d'ordre administratif ;
- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;

- les mesures de coordination proprement dites ;
- les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur un site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- les renseignements utiles et pratiques relatifs à l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs et ou travailleurs indépendants.

En outre, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé rappelle dans le cas de la constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, la mission de ce collège en la matière.

Le plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé est un document évolutif qui doit donc pouvoir être adapté en fonction de la réalité du chantier.

La conservation de ce document par le Maître de l'ouvrage est fixée à 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage

Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS)

(Opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)

Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS) est, d'après les articles R4532-52 et R.4532-563 du code du travail, un document établi par écrit par le coordonnateur. Son but est de prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux présentant des risques particuliers (au sens de l'arrêté du 25 février 2003) avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou ceux résultant de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un de ces risques particuliers.

Il est établi avant la phase de consultation des entreprises : le coordonnateur SPS commence à l'élaborer dès le début d'exécution de l'élément Avant-projet sommaire ; 10 jours après la réception de l'Avant- projet sommaire, il communique au Maître de l'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

Il remet au Maître d'ouvrage la version à joindre au Dossier de consultation des entreprises (DCE) 10 jours après la réception du projet.

Lorsque lors d'une opération de 3ème catégorie, un coordonnateur n'a connaissance de l'existence d'un ou plusieurs travaux présentant des risques particuliers (au sens de l'arrêté du 25 février 2003), qu'après le début des travaux il prend alors toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le PGSCSPS.

Le PGSCSPS est un document évolutif qui doit pouvoir être adapté en fonction de la réalité du chantier.

La conservation de ce document par le Maître de l'ouvrage est fixée à 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) :

Ce document doit être établi par les entreprises intervenantes.

Il est établi pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Il est adressé une première fois au maître de l'ouvrage et au coordonnateur désigné dans les 30 jours suivants la réception de son contrat signé par le maître d'ouvrage (article 4532-9 du code du travail).

Son contenu est précisé aux articles R.4532-63 à R.4532-68 du code du travail.

Le plan doit notamment analyser de façon précise les dispositions prises en matière de secours, les dispositions prévues en matière d'hygiène et celles concernant les locaux destinés au personnel du chantier.

Il prend en compte les mesures de coordination générales décidées par le coordonnateur dans le PGCSPS. Il distinguera pour ce faire, les risques « importés » par les autres entreprises présentes simultanément sur le

chantier, les risques « exportés » par les travaux de l'entreprise et les risques propres au chantier. Il doit donc, comporter plusieurs parties bien distinctes pour permettre au coordonnateur de réaliser l'harmonisation des plans et d'en tirer toutes les conséquences, notamment, en matière d'adaptation du PGCSPS.

L'entrepreneur dispose de 30 jours pour élaborer son plan à compter de la notification du contrat signé par le Maître de l'ouvrage, au delà il s'exposera aux mesures coercitives prévues aux marchés. L'entrepreneur principal est tenu de laisser 30 jours également au sous- traitant s'il doit exécuter des travaux de gros-œuvre ou du lot principal ou sur un des travaux entrant dans la liste des travaux à risques particuliers.

Ces délais sont impératifs et doivent être isolés par le Maître de l'ouvrage ou par l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance, du délai d'exécution des travaux proprement dits.

Les plans particuliers simplifiés de sécurité et de protection de la santé (PPSSPS)

(Opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)

Ce document est établi pour les opérations soumises à l'obligation de plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des articles R.4532-52 à R.4532-54 du code du travail, par chacun des entrepreneurs appelés à exécuter l'un des travaux présentant des risques particuliers au sens de l'arrêté du 25 février 2003.

Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé aux articles R.4532-63 et R.4532-64 2° et 3° du code du travail.

Il analyse les risques particuliers et, dans le cadre des mesures énoncées par le plan général, décrit les consignes à observer ou à transmettre aux salariés appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de sécurité et de santé dans lesquelles vont être exécutés les travaux.

L'entrepreneur dispose de 30 jours pour élaborer son plan à compter de la notification du contrat signé par le Maître de l'ouvrage. L'entrepreneur principal est tenu de laisser 30 jours également au sous- traitant éventuel. Ce dernier délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre.

Dossier d'intervention ultérieure des ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini aux articles R.4532-95 et R.4532-96 du code du travail.

C'est un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, lors de la conception et pendant la réalisation d'un ouvrage et à obtenir les conditions de sécurité de ceux qui auront à en assurer l'entretien.

Il est constitué dès la phase de conception par le coordonnateur est transmis au coordonnateur de la phase réalisation lorsque celui-ci est différent.

Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

L'intervention du coordonnateur à cette phase consiste à veiller à la prise en compte des conditions de sécurité des personnes qui auront à assurer l'entretien, au sens des travaux normalement prévisibles pour maintenir l'ouvrage en bon état.

Avis sur les documents d'Etudes

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la réception de chaque document d'Etudes établi par le Maître d'œuvre pour formuler un avis écrit au Maître de l'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre. Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant au Maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;

les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;

les obligations des titulaires des contrats de travaux et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de sécurité et de protection de la santé ;

le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (opérations

de catégories 1 et 2) ;
le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (opération de catégories 3 et si travaux présentant des risques particuliers) ;
le projet de règlement intérieur du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (opération de catégorie 1).

Analyse des offres

Le coordonnateur SPS participe à l'analyse des offres, y compris les variantes, effectuée par le Maître d'œuvre en ce qu'elles peuvent concerner la sécurité et la protection de la santé des travailleurs. A l'issue de cette analyse, il communique son avis au Maître de l'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre.

2.2.3 Phase de réalisation

Coordination des activités

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels, et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

Application des mesures de coordination

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

(Opérations de catégories 1 ou 2)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre journal de la coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS au fur et à mesure de leur élaboration les PPSPS.

Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS)

(Opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGSCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre journal de la coordination.

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGSCSPS les PPSSPS au fur et à mesure de leur élaboration.

Registre journal de coordination (RJC)

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à R.4532-41 du code du travail.

Sont consignés :

les comptes rendus des inspections communes ;

dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, la date approximative de leurs interventions et l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier, ainsi que la durée prévue des travaux ;

-le procès-verbal de passation des consignes entre les deux coordonnateurs (phase conception/phase réalisation et/ou coordonnateur remplacé, quel qu'en soit la raison, au cours de sa mission).

Dossier d'intervention ultérieure des ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS assure la cohérence entre le DIUO et le dossier des ouvrages exécutés (DOE) que le Maître de l'ouvrage lui remet.

Dans les 30 jours de la réception du « projet », le DIUO est remis au Maître de l'ouvrage par le coordonnateur SPS. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Une copie de ce procès-verbal est annexée au registre journal de la coordination.

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

(Opération de catégorie 1 au sens du Code du travail)

Le coordonnateur SPS propose au Maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans les 9 jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur SPS assure la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R.4532-83, et R.4532-87 à R.4532-90 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPBTP) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de 7 jours aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

Interférences avec les activités d'exploitation

Le coordonnateur SPS tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

Le Maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4532 2° du Code du travail.

3 – Détail technique des prestations selon les catégories d'opérations

3.1 – Opérations de catégorie 1

La coordination doit être assurée par un coordonnateur de niveau 1.

Il s'agit des opérations les plus complexes, celles dont le volume excède 10 000 hommes/jour, soit 80 000 heures, et dont le nombre d'entreprises est supérieur à 10 s'il s'agit d'une opération de bâtiment et à 5 s'il s'agit d'une opération de génie civil. Ces deux conditions sont cumulatives : si l'une des deux n'est pas remplie l'opération reste en niveau II.

En plus de la totalité des prestations demandées pour les opérations de catégorie 2, le coordonnateur prend en charge le fonctionnement d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

3.1.1 Conception

3.1.1.1 Esquisse / Diagnostic

1. Ouvre le registre journal de coordination (RJC) ;
2. Répertorie les points à traiter dans les documents graphiques, le relevé topo, le plan masse, la notice descriptive, les diagnostics et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
3. Fait des propositions et les transmet à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
4. Organise une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues
5. Fait valider un compte-rendu par le MOA pour l'intégrer au RJC.

3.1.1.2 Avant-projet sommaire

1. Répertorie les points à traiter dans les documents graphiques et techniques, la notice explicative et descriptive, le planning prévisionnel, les diagnostics et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
2. Fait des propositions et les transmet à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
3. Organise une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues.
4. Fait valider un rapport d'analyse des risques par le MOA pour l'intégrer au RJC.

3.1.1.3 Avant-projet définitif

1. Visite et définit les aménagements des chantiers (clôture, voies d'accès) avec le maître de l'ouvrage ou son représentant (Intègre des interférences du chantier avec les activités d'utilisation et d'exploitation) ;
2. Répertorie les points à traiter dans les documents graphiques et techniques, la notice explicative et descriptive, le planning prévisionnel, le rapport préliminaire du bureau de contrôle et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
3. Fait des propositions et les transmet à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
4. Organise une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues.
5. Elabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il sera transmis au maître de l'ouvrage sous format dématérialisé (pdf avec reconnaissance de texte), afin de l'inclure dans les pièces contractuelles des marchés de travaux confiés aux entreprises ;
6. Prépare le DIUO ;
7. Analyse des dossiers, participe aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations ;
8. Rédaction des déclarations préalables qui seront transmises par le maître de l'ouvrage à l'OPPBTP, la CARSAT et l'inspection du travail à joindre au dépôt du permis de construire.

3.1.1.4 Projet

1. Rédige les règles de fonctionnement du CISSCT ;
2. Elabore le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ;
3. Analyse des dossiers de conception, vérifie la cohérence des pièces du marché avec le PGC, participe aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations ;

3.1.1.5 Assistance à la passation des contrats de travaux

Intervient sur sollicitation du maître d'ouvrage dans le temps de mise au point des marchés d'entreprises, afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;

3.1.2 Réalisation

3.1.2.1 Études d'exécution (préparation de chantier)

1. Établit les convocations et l'ordre du jour de la réunion initiale du CISSCT ;
2. Procède avec chaque entreprise (préalablement à son intervention), y compris entreprise sous-traitante, à une inspection commune du chantier :
 - Précise au cours de cette inspection, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de sante prises pour l'ensemble de l'opération ;
 - Programme cette inspection commune avant la remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).
 - Informe l'entreprise sur les risques importés et exportés ;
 - Communique à l'entreprise les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elle devra donner à ses salariés ;
 - Communique l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence, et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement concernant les chantiers non clos et non indépendants.
3. Délimite le chantier en concertation avec la ou les entreprises en charge des installations de chantier :
 - Matérialise les zones du secteur dans lequel se situe le chantier (zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir) ;
 - Précise les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature des entreprises pour la réalisation des travaux ;
 - Définit les installations sanitaires, vestiaires et locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels, pour les chantiers non clos et non indépendants ;
4. Prend en charge la gestion des PPSPS :
 - Demande les PPSPS aux entrepreneurs ;
 - Réceptionne les PPSPS des entreprises ;
 - Organise, avec les différentes entreprises y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes en même temps sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
 - Définit les modalités d'utilisation commune des installations, des matériels, des circulations verticales et horizontales ;
 - Propose les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
 - Adapte le PGCSPPS en y adjoignant et en harmonisant au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS ;
 - Informe le représentant du maître de l'ouvrage de l'adjonction des PPSPS dans le PGCSPPS ;
 - Veille à leur information mutuelle, ainsi qu'à l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;
 - Organise une réunion de sécurité avec les entreprises, le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

3.1.2.2 Déroulement de l'exécution des contrats de travaux

1. Gère le CISSCT :
 - Préside le CISSCT ;
 - Etablit les convocations et l'ordre du jour des réunions périodiques, à la demande ou en cas d'accident ;
 - Conduit l'inspection de chantier préalable au CISSCT ;
 - Rédige les procès-verbaux et les diffuse et les consigne dans un registre ;
2. Veille à l'application du PPSPS et des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent, par des contrôles et inspections de chantier ;
3. Tient à jour et conserve le RJC en permanence sur le chantier, accessible au maître de l'ouvrage et à toute autorité de contrôle (Le mobilier de conservation peut être mis à disposition par l'un des titulaires des marchés travaux, dans la zone vie du chantier). Cette obligation peut être modulée à une exigence de capacité de présentation du RJC si celui-ci est dématérialisé.
4. Complète, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le DIUO :
 - Demande aux titulaires des marchés, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO ;
 - Fait porter ses demandes de documents techniques sur le compte-rendu de réunion de chantier, établi entre le maître d'œuvre et les entreprises de travaux ;
5. Participe aux réunions de chantier et formule des observations (visites inopinées sur le chantier, veille de la mise en œuvre des principes généraux définies et des procédures de travail qui interfèrent, Produit des comptes-rendus et communications diverses...).

3.1.2.3 Assistance aux opérations de réception (transmission à l'exploitant)

1. Remet le DIUO au maître de l'ouvrage au plus tard sept (7) jours après la réception des travaux (sauf justificatifs, le CSPS ne pourra en aucun cas arguer de la non remise des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) par les entreprises pour établir le DIUO) ;
2. Organise une visite de l'ouvrage pour présenter le DIUO à l'exploitant.

3.1.3 Présence du CSPS sur l'opération

Le titulaire devra assister aux réunions de mise au point des études de conception organisées par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage, auxquelles le représentant du maître de l'ouvrage juge nécessaire de l'associer.

3.1.3.1 Participation aux réunions de conception

Le titulaire participe à l'ensemble des réunions de conception à la demande du maître d'ouvrage, destinées à mettre en place une collaboration poussée entre le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre. Ces réunions ont notamment pour objectif d'approfondir l'organisation du chantier pour développer de manière performante et économique le PGC, notamment en mutualisant les actions de sécurité des entreprises.

3.1.3.2 Participation aux réunions de chantier

Le titulaire participe aux réunions de chantier (à raison d'un minimum de 1 heure/semaine répartie selon les besoins exprimés par le maître de l'ouvrage) destinées à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier.

Le P.V. de l'ensemble de la réunion de chantier sera notifié par le maître d'œuvre au CSPS, qui formulera ses observations éventuelles.

3.1.3.3 Visites organisées à son initiative (notamment visites inopinées)

Un minimum de deux visites mensuelles est effectué (soit 6 heures/mois minimum sur chantier)

Le titulaire doit s'informer de l'état d'avancement des études et des travaux, et déterminer, voire provoquer,

toutes les réunions qu'il juge nécessaire d'organiser et y participer.

Il en avise préalablement par courriel le maître de l'ouvrage. Il effectue la visite, seul ou accompagné du maître de l'ouvrage (ou de son représentant) si celui-ci le souhaite. Si les circonstances l'exigent, il peut demander la participation d'entreprises. Un compte-rendu de visite est porté au R.J.C. Il précise le temps de visite, son objet et les observations. Ces visites sont obligatoirement dissociées des réunions de chantier. Il envoie les comptes-rendus au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et aux entreprises par voie dématérialisée.

3.2 – Opérations de catégorie 2

La coordination doit être assurée par un coordonnateur de niveau 2 ou de niveau 1.

3.2.1 Conception

3.2.1.1 Esquisse / Diagnostic

1. Ouvre le registre journal de coordination (RJC) ;
2. Répertorie les points à traiter dans les documents graphiques, relevés, le plan masse et sa notice descriptive qui lui sont transmis ;
3. Fait des propositions et les transmet à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
4. Organise une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues
5. Fait valider le compte-rendu par le MOA pour l'intégrer au RJC.

3.2.1.2 Avant-projet sommaire

1. Répertorie les points à traiter dans les documents graphiques et techniques, la notice explicative et descriptive, le planning prévisionnel, les diagnostics et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
2. Fait des propositions et les transmet à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
3. Organise une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues.
4. Fait valider le rapport d'analyse des risques par le MOA pour l'intégrer au RJC.

3.2.1.3 Avant-projet définitif

1. Visite et définit les aménagements des chantiers (clôture, voies d'accès) avec le maître de l'ouvrage ou son représentant (Intègre des interférences du chantier avec les activités d'utilisation et d'exploitation) ;
2. Répertorie les points à traiter dans les documents graphiques et techniques, la notice explicative et descriptive, le planning prévisionnel, le rapport préliminaire du bureau de contrôle et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
3. Fait des propositions et les transmet à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
4. Organise une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues.
5. Elabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il sera transmis au maître de l'ouvrage sous format dématérialisé (.pdf avec reconnaissance de texte), afin de l'inclure dans les pièces contractuelles des marchés de travaux confiés aux entreprises. ;

6. Prépare le DIUO ;

7. Analyse des dossiers, participe aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations ;

8. Rédaction des déclarations préalables qui seront transmises par le maître de l'ouvrage à l'OPPBTP, la CARSAT et l'inspection du travail à joindre au dépôt du permis de construire.

3.2.1.4 Projet

1. Elabore le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ;

2. Analyse des dossiers de conception, vérifie la cohérence des pièces du marché avec le PGC, participe aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations.

3.2.1.5 Assistance à la passation des contrats de travaux

Intervient dans le temps de mise au point des marchés d'entreprises, afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;

3.2.2 Réalisation

3.2.2.1 Études d'exécution (préparation de chantier)

1. Procède avec chaque entreprise (préalablement à son intervention), y compris avec les entreprises sous-traitantes, à une inspection commune du chantier :

- Précise au cours de cette inspection, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de sante prises pour l'ensemble de l'opération ;
- Programme cette inspection commune avant la remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).
- Informe l'entreprise sur les risques importés et exportés ;
- Communique à l'entreprise les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elle devra donner à ses salariés ;
- Communique l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence, et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement concernant les chantiers non clos et non indépendants.

2. Délimite le chantier en concertation avec la ou les entreprises en charge des installations de chantier :

- Matérialise les zones du secteur dans lequel se situe le chantier (zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir) ;
- Précise les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Définit les installations sanitaires, vestiaires et locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels, pour les chantiers non clos et non indépendants ;

3. Prend en charge la gestion des PPSPS :

- Demande les PPSPS aux entrepreneurs ;
- Réceptionne les PPSPS des entreprises ;
- Organise, avec les différentes entreprises y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes en même temps sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
- Définit les modalités d'utilisation commune des installations, des matériels, des circulations verticales et horizontales ;
- Propose les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- Adapte le PGCSPPS en y adjoignant et en harmonisant au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS ;

- Informe le représentant du maître de l'ouvrage de l'adjonction des PPSPS dans le PGCSPS ;
- Veille à leur information mutuelle, ainsi qu'à l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Organise une réunion de sécurité avec les entreprises, le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

Livrable(s) attendu(s) : compte(s) rendu(s) des inspections communes et de leurs mises à jour au maître d'ouvrage 48 heures maximum après élaboration et signature de tous les intervenants.

3.2.2.2 Déroulement de l'exécution des contrats de travaux

1. Veille à l'application du PPSPS et des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent, par des contrôles et inspections de chantier ;
2. Tient à jour et conserve le RJC en permanence sur le chantier, accessible au maître de l'ouvrage et à toute autorité de contrôle (Le mobilier de conservation peut être mis à disposition par l'un des titulaires des marchés travaux, dans la zone vie du chantier). Cette obligation peut être modulée à une exigence de capacité de présentation du RJC si celui-ci est dématérialisé.
3. Complète, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le DIUO :
 - Demande aux titulaires des marchés, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO ;
 - Fait porter ses demandes de documents techniques sur le compte-rendu de réunion de chantier, établi entre le maître d'œuvre et les entreprises de travaux ;
4. Participe aux réunions de chantier et formule des observations (visites inopinées sur le chantier, veille de la mise en œuvre des principes généraux définies et des procédures de travail qui interfèrent, Produit des comptes-rendus et communications diverses, ...).

3.2.2.3 Assistance aux opérations de réception (transmission à l'exploitant)

1. Remet le DIUO au maître de l'ouvrage au plus tard sept (7) jours ouvrés après la réception des travaux (sauf justificatif, le CSPS ne devra en aucun cas arguer de la non remise des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) par les entreprises pour établir le DIUO) ;
2. Organise une visite de l'ouvrage pour présenter le DIUO à l'exploitant.

3.2.3 Présence du CSPS sur l'opération

Le titulaire devra assister aux réunions de mise au point des études de conception organisées par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage, auxquelles le représentant du maître de l'ouvrage juge nécessaire de l'associer.

3.2.3.1 Participation aux réunions de conception

Le titulaire participe à l'ensemble des réunions de conception à la demande du maître d'ouvrage. Ces réunions ont notamment pour objectif d'approfondir l'organisation du chantier pour développer de manière performante et économique le PGC, notamment en mutualisant les actions de sécurité des entreprises.

3.2.3.2 Participation aux réunions de chantier

Le titulaire participe aux réunions de chantier (à raison d'un minimum de 1 heure/semaine répartie selon les besoins exprimés par le maître de l'ouvrage), destinées à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier.

Le P.V. de l'ensemble de la réunion de chantier sera notifié par le maître d'œuvre au CSPS, qui formulera ses observations éventuelles.

3.2.3.3 Visites organisées à son initiative (notamment visites inopinées)

Un minimum de deux visites mensuelles est effectué (soit 4 heures/mois minimum sur chantier).

Le titulaire doit s'informer de l'état d'avancement des études et des travaux, et déterminer, voire provoquer, toutes les réunions qu'il juge nécessaire d'organiser et y participer. Il en avise préalablement par courriel le maître de l'ouvrage. Il effectue la visite, seul ou accompagné du maître de l'ouvrage (ou de son représentant) si celui-ci le souhaite. Si les circonstances l'exigent, il peut demander la participation d'entreprises. Un compte-rendu de visite est porté au R.J.C. Il précise le temps de visite, son objet et les observations. Ces visites sont obligatoirement dissociées des réunions de chantier. Il envoie le compte rendu par voie dématérialisée.

3.3 – Opérations de catégorie 3

La coordination est assurée, dans ce cas, par un coordonnateur de niveau 3, de niveau 2 ou de niveau 1. Il s'agit de chantiers où sont présentes deux entreprises et pour lesquels le volume des travaux à réaliser n'atteint ni 500 homme/jour, ni 30 jours avec un effectif de pointe supérieur à 20 salariés, et qui ne figurent pas sur la liste des travaux à risques particuliers en vigueur au moment de l'engagement du bon de commande. Elles concernent notamment les chantiers non soumis à déclaration préalable.

Sous réserve de l'observation des dispositions du code du travail, il peut être dérogé, dans les chantiers dont la durée n'excède pas quatre mois, aux obligations relatives aux installations sanitaires et à la restauration.

De même, la possibilité de mise en commun, au niveau de l'ensemble des entreprises appelées à intervenir, des moyens disponibles en sauveteurs secouristes du travail ne devrait pas être perdue de vue par les coordonnateurs.

Enfin, il est rappelé que le registre-journal doit contenir les comptes rendus d'inspection, et les consignes et observations du coordonnateur, y compris pour cette catégorie de chantier.

3.3.1 Conception

1. Ouvre le registre journal de coordination (RJC) ;
2. Visite et définit les aménagements des chantiers (clôture, voies d'accès) avec le maître de l'ouvrage ou son représentant (Pour intégrer les interférences des chantiers avec les activités d'utilisation et d'exploitation) ;
3. Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune (en tenant compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier) ;
4. Délimite le chantier y compris pour les chantiers clos et indépendants :
 - Matérialise les zones du secteur dans lequel se situe le chantier (zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir) ;
 - Précise les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature des entreprises pour la réalisation des travaux ;
 - Définit les installations sanitaires, vestiaires et locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels, pour les chantiers non clos et non indépendants ;
5. Elabore le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il sera transmis au maître de l'ouvrage sous format dématérialisé (.pdf avec reconnaissance de texte), afin de l'inclure dans les pièces contractuelles des marchés de travaux confiés aux entreprises ;
6. Analyse des dossiers de conception, participe aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations ;
7. Élabore le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ;
8. Intervient dans le temps de mise au point des marchés d'entreprises, afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;

3.3.2 Réalisation

1. Procède avec chaque entreprise (préalablement à son intervention), y compris avec les entreprises sous-traitantes, à une inspection commune du chantier ;
Précise au cours de cette inspection, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
Programme cette inspection commune avant la remise des plans particuliers simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés ;
Communique l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence, et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement concernant les chantiers non clos et non indépendants ;
2. Prend en charge la gestion des PPSPS :
 - Demande les PPSPS aux entrepreneurs et les réceptionne ;
 - Réceptionne les PPSPS des entreprises ;
 - Organise, avec les différentes entreprises y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes en même temps sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
 - Définit les modalités d'utilisation commune des installations, des matériels, des circulations verticales et horizontales ;
 - Propose les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
 - Adapte le PGCSPPS en y intégrant et en harmonisant au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS ;
 - Informe le représentant du maître de l'ouvrage de l'intégration des PPSPS dans le PGCSPPS ;
 - Veille à leur information mutuelle, ainsi qu'à l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;
 - Veille à l'application du PPSPS et des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent, par des contrôles et inspections de chantier ;
3. Tient à jour et conserve le RJC en permanence sur le chantier, accessible au maître de l'ouvrage et à toute autorité de contrôle (Le mobilier de conservation peut être mis à disposition par le représentant du maître de l'ouvrage) ;
4. Complète, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le DIUO ;
Demande aux titulaires des marchés, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO ;
Fait porter ses demandes de documents techniques sur le compte-rendu de réunion de chantier ;
Remet le DIUO au maître de l'ouvrage au plus tard sept (7) jours après la réception des travaux (le CSPPS ne devra en aucun cas arguer de la non remise des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) par les entreprises pour établir le DIUO).
5. Participe aux réunions de chantier et formule des observations (visites inopinées sur le chantier, veille de la mise en œuvre des principes généraux définies et des procédures de travail qui interfèrent, produit des comptes-rendus et communications diverses, ...).

4 – Autres missions pouvant être confiées au CSPPS

4.1 – Assistance à la rédaction ou rédaction de plans de prévention

Dans le cadre de travaux ne nécessitant pas nécessairement le recours à une coordination SPS, le maître d'ouvrage pourra solliciter le titulaire pour l'assistance à la rédaction ou la rédaction de plans de prévention. Ces plans de prévention pourront être liés à de l'exploitation de sites, à des opérations de reconnaissance de terrain ou diagnostics, d'entretien ou de travaux ne nécessitant pas de coordination SPS.

Livrables :

- rapport intégrant l'avis et les propositions du coordonnateur SPS ;
- compte-rendu de réunion ou de visite ;
- plan(s) de prévention conjointement signé (s) avec l'ensemble des intervenant(s).

4.2 – Passage des consignes à un autre coordonnateur SPS

En cas de changement de titulaire de coordination SPS, suite à renouvellement du marché ou décision du maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage organise le passage des consignes et la transmission des éléments (PGCSPS, du DIUO, du RJC et de toutes les informations complémentaires) que le coordonnateur SPS ou le maître d'ouvrage juge utile de transmettre à cet autre coordonnateur désigné pour lui succéder.

Cette passation prend la forme d'une réunion de 4 heures dans les locaux du maître d'ouvrage et fera l'objet d'une transmission physique des documents au format papier et informatique.

La tenue de cette réunion nécessite la transmission 1 mois avant de l'ensemble des pièces au futur coordonnateur SPS (copie au maître d'ouvrage)

Livable(s) attendu(s) : participation à une réunion et transmission de documents.

4.3 – Réception des consignes d'un autre coordonnateur SPS précédemment désigné

En cas de changement de titulaire de coordination SPS, suite a renouvellement du marché ou décision du maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage organise le passage des consignes et la transmission des éléments (PGCSPS, du DIUO, du RJC et de toutes les informations complémentaires) que le coordonnateur SPS ou le maître d'ouvrage juge utile de transmettre à cet autre coordonnateur désigné pour lui succéder.

Cette passation prend la forme d'une réunion de 4 heures dans les locaux du maître d'ouvrage et fera l'objet d'une transmission physique des documents au format papier et informatique.

La tenue de cette réunion nécessite la transmission 1 mois avant de l'ensemble des pièces au futur coordonnateur SPS (copie au maître d'ouvrage)

Livable(s) attendu(s) : participation à une réunion et transmission de documents

4.4 – Participation à la commission technique lors d'un concours de maîtrise d'œuvre

En cas de concours de maîtrise d'œuvre, le coordonnateur SPS désigné participe à une commission technique organisée par le représentant de la maîtrise d'ouvrage et associant notamment le contrôleur technique.

Le coordonnateur SPS apportera son expertise sur les projets des 3 à 5 architectes selon la procédure retenue, dans les domaines relevant de ses compétences et notamment son avis sur les principes constructifs proposés par les candidats et leur impact sur la gestion et la sécurité du chantier. De même, il analyse les projets dans leur dimension maintenance et entretien, sur la base d'une grille de lecture type DIUO. A titre d'exemple, le coordonnateur SPS analysera les maintenances ultérieures pour les toitures, verrières, sans que cette liste soit limitative.

Livable(s) attendu(s) : rapport écrit